



ASSOCIATION REACTION 19
19, Boulevard Malesherbes
75008 Paris

PENNYLANE SAS
2-4 rue Jules Lefebvre
75009 Paris

Lettre RAR n°88000205682874H

Fait à Paris le, 29 juillet 2026

Objet : Mise en demeure de communiquer les informations et garanties nécessaires relatives à votre plateforme de facturation électronique

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la réforme relative à la facturation électronique obligatoire, votre société propose ses services en qualité de plateforme électronique destinée à assurer, directement ou indirectement, l'émission, la réception, la transmission, le traitement, la conservation et/ou le reporting de factures électroniques et de données associées.

Je suis susceptible d'être amené en tant qu'association, à utiliser une plateforme de ce type pour satisfaire à mes obligations légales et fiscales, les fournisseurs me demandent notamment l'inscription à une plateforme pour nous adresser leur factures.

Association loi 1901

REACTION
19

75008, Paris, France
<https://reaction19.fr/>
reaction19fr@gmail.com
N°P.W751256495

Toutefois, votre intervention implique le traitement d'informations particulièrement sensibles : identité des fournisseurs, montants facturés, objet des prestations, données de paiement, données fiscales, données commerciales, métadonnées, historiques de transmission, éléments contractuels et, le cas échéant, informations couvertes par le secret associatif, la confidentialité des correspondances et la protection des données personnelles.

Or, à ce jour, les informations communiquées par votre société ne permettent pas d'apprécier de manière précise, complète et vérifiable les garanties offertes par votre plateforme sur les plans juridique, fiscal, technique, informatique, contractuel, déontologique, assurantiel et RGPD.

La présente vaut donc **demande formelle** de me communiquer les informations, documents, garanties et justificatifs ci-après, dans un délai de **huit jours** à compter de la réception du présent courrier.

Cette demande constitue un préalable nécessaire à destinée à examiner les conditions réelles de fonctionnement, de sécurité, de confidentialité, de conformité et de responsabilité de votre plateforme.

I. Sur votre statut, votre agrément et le périmètre exact de votre intervention

Je vous mets en demeure de me communiquer :

1. la preuve de votre agrément, immatriculation, habilitation ou autorisation en qualité de plateforme agréée ou de prestataire intervenant dans le dispositif de facturation électronique;
2. votre numéro d'agrément ou d'immatriculation ;
3. la date d'obtention de cet agrément ;
4. sa durée de validité ;
5. les éventuelles réserves, conditions, restrictions ou limites attachées à cet agrément ;
6. le périmètre exact des fonctionnalités couvertes : émission, réception, transmission, e-reporting, archivage, conversion de formats, interopérabilité, gestion des statuts, transmission à l'administration ;
7. les autorités auprès desquelles vous êtes déclarée ou contrôlée ;
8. les audits ou contrôles administratifs dont vous avez fait l'objet ;
9. les documents attestant de votre conformité au dispositif réglementaire applicable ;
10. les conditions dans lesquelles votre agrément pourrait être suspendu, retiré ou remis en cause.

Je vous demande également de préciser votre qualification juridique exacte dans la relation contractuelle : simple prestataire technique, mandataire, intermédiaire, sous-traitant, responsable de traitement, responsable conjoint de traitement, ou responsable autonome de traitement.



II. Sur la nature exacte des données collectées, traitées, conservées et transmises

Je vous mets en demeure de communiquer la liste exhaustive des données collectées, traitées, conservées, analysées, transmises ou rendues accessibles par votre plateforme.

Cette liste devra notamment préciser si vous traitez :

1. l'identité du client ;
2. l'identité du fournisseur ;
3. les numéros SIREN, SIRET et TVA intracommunautaire ;
4. les adresses postales et électroniques ;
5. les coordonnées bancaires ;
6. les montants HT, TVA et TTC ;
7. les taux de TVA ;
8. l'objet de la prestation ou de la vente ;
9. les désignations libres figurant sur les factures ;
10. les pièces jointes éventuelles ;
11. les avoirs ;
12. les données de paiement ;
13. les données d'encaissement ;
14. les données de transaction ;
15. les métadonnées techniques ;
16. les journaux de connexion ;
17. les historiques d'accès ;
18. les statuts de traitement ;
19. les anomalies, rejets, erreurs ou corrections ;
20. les données relatives aux utilisateurs du compte.

Je vous demande de distinguer clairement :

- les données simplement hébergées ;
- les données consultables par vos services ;
- les données transmises à l'administration fiscale ;
- les données transmises à d'autres plateformes ;
- les données transmises à vos sous-traitants ;
- les données utilisées à des fins statistiques, commerciales, techniques, d'amélioration de service ou d'analyse interne ;
- les données conservées après résiliation.



III. Sur les données transmises à l'administration fiscale

Je vous demande de préciser, pour chaque catégorie de donnée :

1. si elle est transmise à l'administration fiscale ;
2. à quel moment elle est transmise ;
3. selon quel format ;
4. par quel canal technique ;
5. sous quelle base légale ;
6. avec quel niveau de chiffrement ;
7. avec quelle traçabilité ;
8. pendant quelle durée elle est conservée par vos systèmes ;
9. pendant quelle durée les journaux de transmission sont conservés ;
10. selon quelles modalités l'utilisateur peut vérifier la réalité, l'exactitude et l'intégrité de la transmission.

Je vous demande également de préciser votre responsabilité en cas :

- d'erreur de transmission ;
- de transmission incomplète ;
- de transmission tardive ;
- de rejet par l'administration ;
- de doublon ;
- de mauvaise affectation ;
- de perte de données ;
- de transmission non autorisée ;
- de dysfonctionnement de votre interopérabilité avec d'autres plateformes ou avec les services publics compétents.

IV. Sur la confidentialité

L'activité associative implique la protection d'informations confidentielles.

Je vous demande ainsi de préciser :

1. si l'identité de nos relations économiques peut être connue de vos salariés, prestataires, sous-traitants ou partenaires ;
2. si l'objet des prestations facturées peut être lu, analysé ou exploité ;
3. si les mentions libres des factures sont accessibles à vos équipes ;
4. si les factures peuvent être consultées manuellement ;
5. dans quels cas un accès humain est possible ;
6. qui autorise cet accès ;
7. comment cet accès est journalisé ;
8. combien de temps les journaux d'accès sont conservés ;
9. si je peux obtenir l'historique complet des accès à mes données ;



10. si vous vous engagez à ne jamais utiliser les données de facturation à des fins de prospection, profilage, scoring, exploitation commerciale, statistique, algorithmique ou entraînement d'intelligence artificielle.

Je vous demande de me transmettre toute clause contractuelle garantissant expressément :

- le respect du secret professionnel ;
- le respect du secret des affaires ;
- la confidentialité absolue des données ;
- l'interdiction d'accès non nécessaire aux données ;
- l'interdiction d'exploitation secondaire des données ;
- la responsabilité de votre société en cas d'atteinte à ces obligations.

À défaut de telles clauses, je vous demande de confirmer expressément si vous acceptez de les insérer dans le contrat.

V. Sur la conformité RGPD et la qualification des traitements

Je vous mets demande de me communiquer :

1. votre politique de confidentialité complète ;
2. votre registre des traitements concernant les services de facturation électronique ;
3. votre analyse de qualification juridique : responsable de traitement, sous-traitant ou responsable conjoint ;
4. votre accord de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD, si vous vous considérez comme sous-traitant ;
5. les finalités exactes des traitements ;
6. les bases légales invoquées ;
7. les catégories de personnes concernées ;
8. les catégories de données personnelles traitées ;
9. les durées de conservation ;
10. les modalités d'effacement ;
11. les modalités d'exercice des droits des personnes concernées ;
12. les coordonnées de votre délégué à la protection des données ;
13. les résultats ou conclusions de toute analyse d'impact relative à la protection des données, si elle existe ;
14. les mesures de minimisation des données ;
15. les mesures de pseudonymisation ou d'anonymisation, si elles existent ;
16. les procédures internes en cas de violation de données personnelles.

Je vous demande de confirmer expressément qu'aucune donnée personnelle ne sera réutilisée pour une finalité étrangère au service strictement nécessaire à la facturation électronique, sauf accord préalable, exprès et écrit de ma part.



VI. Sur l'hébergement, la localisation des données et les transferts hors Union européenne

Je vous demande de préciser :

1. l'identité de votre ou vos hébergeurs ;
2. le lieu exact d'hébergement des données ;
3. le lieu exact de stockage des sauvegardes ;
4. le lieu exact de conservation des journaux techniques ;
5. les pays depuis lesquels les données peuvent être consultées ;
6. l'existence ou non de transferts hors Union européenne ;
7. l'existence ou non d'accès par des entités situées hors Union européenne ;
8. les garanties juridiques encadrant ces transferts ou accès ;
9. les mesures destinées à prévenir l'accès aux données par des autorités étrangères ;
10. les garanties spécifiques relatives au secret professionnel et au secret des affaires en cas d'hébergement ou de sous-traitance internationale.

Je vous demande de confirmer expressément si l'ensemble des données, sauvegardes, journaux et environnements de secours sont exclusivement situés dans l'Union européenne.

VII. Sur la sécurité informatique de la plateforme

Je vous demande de me communiquer les garanties techniques applicables à votre plateforme, notamment concernant :

1. le chiffrement des données en transit ;
2. le chiffrement des données au repos ;
3. la gestion des clés de chiffrement ;
4. l'authentification forte ;
5. la séparation des environnements clients ;
6. le cloisonnement des bases de données ;
7. la gestion des habilitations internes ;
8. les droits administrateurs ;
9. la journalisation des accès ;
10. la conservation des logs ;
11. la détection d'intrusion ;
12. les tests d'intrusion ;
13. les audits de sécurité ;
14. les certifications obtenues ;
15. les plans de continuité d'activité ;
16. les plans de reprise d'activité ;
17. les procédures de sauvegarde ;
18. les procédures de restauration ;
19. la fréquence des sauvegardes ;
20. les délais de rétablissement du service ;
21. la procédure de notification des incidents ;
22. les mesures anti-altération ;



23. les contrôles d'intégrité ;
24. la protection contre les accès non autorisés ;
25. les mesures de sécurité applicables aux API et connecteurs.

Je vous demande également de me transmettre la liste de vos certifications, notamment ISO 27001, SecNumCloud, SOC 2, HDS le cas échéant, ou toute certification équivalente. À défaut, je vous demande d'indiquer expressément que vous ne disposez pas de ces certifications.

VIII. Sur les sous-traitants, prestataires, partenaires et éditeurs tiers

Je vous demande de me communiquer la liste exhaustive de vos sous-traitants, prestataires, hébergeurs, partenaires techniques, éditeurs tiers, fournisseurs d'API, services d'intelligence artificielle, services d'analyse, services de support ou services de maintenance susceptibles d'avoir accès directement ou indirectement aux données traitées.

Pour chacun d'eux, je vous demande de préciser :

1. son identité ;
2. son rôle ;
3. son pays d'établissement ;
4. le lieu de traitement des données ;
5. les données accessibles ;
6. la nature de l'accès ;
7. les garanties contractuelles applicables ;
8. les certifications détenues ;
9. les modalités d'information préalable en cas de changement ;
10. les modalités d'opposition ou de résiliation en cas de recours à un nouveau sous-traitant.

Je vous demande de confirmer qu'aucun nouveau sous-traitant susceptible d'accéder aux données ne sera désigné sans information préalable, claire et documentée.

IX. Sur l'interopérabilité, les formats et les risques de dysfonctionnement

Je vous demande de préciser :

1. les formats de factures pris en charge ;
2. les formats imposés ;
3. les mécanismes de conversion ;
4. les risques de perte d'information lors des conversions ;
5. les modalités d'interopérabilité avec les autres plateformes ;
6. les modalités d'interopérabilité avec le portail public ou les services publics compétents ;
7. les tests réalisés ;
8. les taux d'échec constatés ;
9. les procédures en cas de rejet ;



10. les procédures en cas d'erreur de routage ;
11. les garanties en cas d'indisponibilité d'une autre plateforme ;
12. les garanties en cas d'indisponibilité de votre propre plateforme.

Je vous demande également d'indiquer si l'utilisateur conserve une preuve horodatée de chaque émission, réception, transmission, rejet, correction, modification ou suppression.

X. Sur l'archivage, la conservation et la valeur probatoire

Je vous demande de préciser :

1. si vous assurez un simple stockage ou un archivage à valeur probatoire ;
2. la durée de conservation des factures ;
3. la durée de conservation des preuves de transmission ;
4. la durée de conservation des journaux techniques ;
5. les garanties d'intégrité ;
6. les mécanismes d'horodatage ;
7. les mécanismes de scellement ;
8. les modalités de restitution des preuves ;
9. les modalités de production en justice ;
10. la valeur probatoire que vous attribuez à vos journaux, accusés de réception et statuts de transmission.

Je vous demande de confirmer si vos dispositifs d'archivage permettent de garantir l'intégrité, la disponibilité, la lisibilité et la traçabilité des factures et données associées pendant toute la durée légale de conservation.

XI. Sur la responsabilité contractuelle et les assurances

Je vous demande de me transmettre :

1. vos conditions générales ;
2. vos conditions particulières ;
3. votre contrat de service ;
4. votre politique de sécurité ;
5. votre politique de confidentialité ;
6. vos engagements de niveau de service ;
7. vos clauses relatives à la responsabilité ;
8. vos clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité ;
9. vos plafonds d'indemnisation ;
10. vos exclusions de garantie ;
11. vos assurances responsabilité civile professionnelle ;
12. vos assurances cyber ;
13. vos plafonds de garantie ;



14. vos garanties en cas de faute d'un sous-traitant ;
15. vos garanties en cas de sanction fiscale imputable à un dysfonctionnement de votre plateforme.

Je vous demande de préciser si vous acceptez de garantir l'utilisateur contre toute conséquence dommageable résultant d'une erreur, d'un retard, d'une perte, d'une altération, d'une transmission irrégulière, d'une faille de sécurité ou d'un manquement de votre plateforme.

XII. Sur la réversibilité, la résiliation et la restitution des données

Je vous demande de préciser :

1. les modalités de résiliation ;
2. le préavis applicable ;
3. les frais éventuels ;
4. les modalités d'export complet des données ;
5. les formats d'export ;
6. les délais de restitution ;
7. les modalités de migration vers une autre plateforme ;
8. les données conservées après résiliation ;
9. la base légale de cette conservation ;
10. la durée de conservation post-contractuelle ;
11. les modalités de suppression définitive ;
12. la délivrance d'une attestation de suppression ;
13. la restitution des journaux, historiques, preuves de transmission et accusés techniques.

Je vous demande de confirmer que je pourrai récupérer l'intégralité de mes données dans un format structuré, lisible, interopérable et exploitable, sans dépendance technique excessive à votre plateforme.

XIII. Sur la conservation des preuves en vue d'un éventuel référé expertise

Compte tenu des interrogations sérieuses soulevées par votre dispositif, je vous demande de conserver, sans suppression, altération ni purge, l'ensemble des éléments techniques et contractuels susceptibles d'être utiles à une mesure d'expertise judiciaire, notamment :

1. les journaux d'accès ;
2. les journaux de transmission ;
3. les journaux d'administration ;
4. les journaux d'erreur ;
5. les incidents déclarés ;
6. les tickets de support ;
7. les rapports d'audit ;
8. les rapports de tests d'intrusion ;
9. les rapports de conformité ;
10. les schémas d'architecture ;



11. les documents relatifs aux sous-traitants ;
12. les documents relatifs à l'hébergement ;
13. les contrats applicables ;
14. les versions successives de vos conditions générales ;
15. les documents relatifs aux API, connecteurs, formats et flux de données.

XIV. Sur les conséquences d'une absence de réponse complète

Je vous demande de répondre de manière précise, complète, documentée et opposable à chacun des points ci-dessus dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la présente.

À défaut de réponse complète dans le délai imparti, je me réserve expressément le droit :

- de refuser tout rattachement définitif à votre plateforme ;
- de suspendre ou résilier toute relation contractuelle ;
- de saisir la CNIL ;
- d'interroger l'administration fiscale ;
- d'alerter toute autorité professionnelle ou ordinaire compétente ;
- de saisir le tribunal judiciaire compétent en référé, notamment aux fins de désignation d'un expert judiciaire, avec mission d'examiner votre dispositif technique, informatique, contractuel, RGPD, fiscal, sécuritaire et probatoire ;
- de solliciter, le cas échéant, l'assistance de tout spécialiste en cybersécurité, systèmes d'information, fiscalité, protection des données personnelles, archivage probatoire et secret professionnel ;
- de rechercher votre responsabilité en cas de préjudice, incident, divulgation, perte de données, erreur de transmission, sanction fiscale ou manquement à vos obligations.

La présente mise en demeure est adressée sans reconnaissance d'une quelconque obligation contractuelle définitive de ma part et sous toutes réserves de droit, de fait et d'action.

Je vous demande, dans l'attente de vos réponses complètes, de ne procéder à aucun rattachement irréversible, aucune transmission effective, aucune exploitation secondaire, aucune communication à des tiers et aucun traitement non strictement nécessaire de mes données sans mon accord exprès, préalable et écrit.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

REACTION19

Le Président

Carlo Alberto BRUSA

